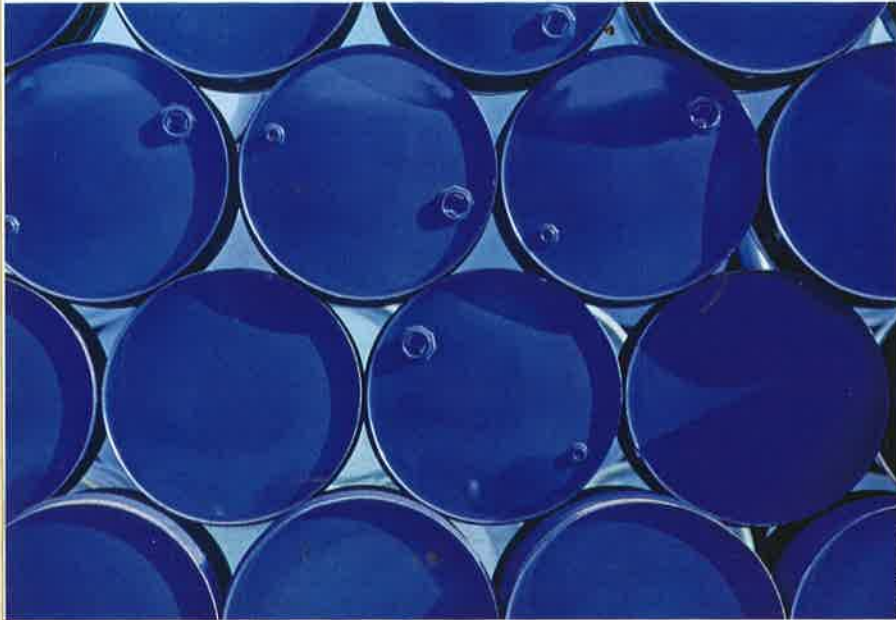


# DES QUERELLES À LA PELLE

Herbicides, piqûres de tique, nucléaire, 5G... Quatre sujets qui divisent la société. Comment en est-on arrivé là ?

Par Stéphanie Benz, Victor Garcia, Christophe Josset et Sébastien Julian



J. SILVA/ISTOCK

## GLYPHOSATE L'IMPOSSIBLE DÉBAT

Depuis quatre ans, le glyphosate fait l'objet d'un débat de plus en plus violent. A tel point que tout échange mesuré entre « pro » et « anti » est devenu impossible. La polémique autour de ce puissant herbicide développé dans les années 1970 par Monsanto a véritablement commencé en 2015, quand le Centre international de recherche sur le cancer (Circ) de l'OMS l'a classé dans la catégorie « cancérigène probable », au côté de la viande rouge ou du travail de nuit. Les auteurs soulignaient alors que leurs travaux visaient à évaluer le danger du produit lui-même. Les agences de sécurité sanitaire se sont alors saisies du dossier pour se prononcer sur le risque pour la santé. Une dizaine d'entre elles

– dont l'Autorité européenne de sécurité des aliments (Efsa) – a estimé que le pesticide n'en présentait aucun pour les consommateurs s'il était utilisé dans des conditions normales. Le débat aurait pu s'arrêter là, mais les doutes ont persisté. Des associations environnementales ont d'abord dénoncé la mainmise des industriels sur les mêmes agences sanitaires. Puis le glyphosate est devenu une cible de choix des mouvements écologistes européens, faisant de cet herbicide le symbole des méfaits de l'industrie agrochimique. Pour ne rien arranger, l'image exécrationnelle de Monsanto (racheté par Bayer) et ses pratiques – un lobbying agressif et des manipulations d'études révélés par l'enquête des « Monsanto Papers » – ont définitivement disqualifié le produit. « Leur communication a été lamentable parce qu'ils ont mis du temps à

s'adresser au grand public et, quand ils l'ont fait, c'était maladroit », confirme Marcel Kuntz, directeur de recherche au CNRS, ardent défenseur des OGM et des biotechnologies. Les études scientifiques, parfois contradictoires, souvent mal comprises, voire manipulées par les différents camps, n'ont pas permis de dépassionner la querelle. « Il y a par exemple deux études (Knezevich *et al.*, en 1983, et Kumar *et al.*, en 2001) qui présentent des résultats considérés comme positifs par le Circ et négatifs par l'Institut fédéral allemand d'évaluation des risques, détaille Bernard Salles, toxicologue et professeur émérite des universités. Pourtant, les deux positions sont acceptables – c'est une discussion d'experts –, car le résultat n'est ni franchement positif ni négatif. » Mais ce genre de subtilité a rarement droit de cité dans les médias, qui simplifient, voire caricaturent, souvent le sujet. « L'affrontement est devenu politique, économique, judiciaire, culturel, philosophique : les résultats expérimentaux ainsi que leur analyse contradictoire sont absents du débat », regrette le Pr. Salles. Le reportage de *Cash Investigation* diffusé en janvier sur France 2 est un bon exemple. Ses approximations et erreurs factuelles, sans compter un parti pris évident, ont provoqué l'ire des spécialistes, notamment sur les réseaux sociaux. Fait nouveau, une poignée de journalistes pro et anti ont pris part aux affrontements, accentuant encore la polarisation du sujet. « Je pense qu'il y a des gens sincèrement convaincus de se trouver dans le camp du Bien au nom de la sauvegarde de la planète. Mais ils entrent alors dans une pensée quasi religieuse, pèchent par fanatisme, si bien qu'il n'est plus possible de discuter », déplore Marcel Kuntz. Une critique récurrente dans les deux camps. Dans ces conditions, se forger une opinion semble relever du parcours du combattant, ou d'un acte de foi. **V. G.**



SCHEGEL PHOTOS/ISTOCK

## MALADIE DE LYME PENDANT QUE LES EXPERTS S'ÉTRIPENT, LES MALADES TRINQUENT

Une forme chronique de la maladie de Lyme, transmise par des tiques, existe-t-elle ? Question ultrasensible, sur fond de complottisme, de querelles de chapelle et d'incertitudes scientifiques. D'un côté, les « Lyme doctors », avec leur chef de file, Christian Perronne. « Les autorités refusent d'admettre l'existence du Lyme chronique, mais les malades viennent nous voir, et nous les guérissons », affirme cet infectiologue, qui n'hésite pas à proposer à ses patients des traitements antibiotiques de longue durée. De l'autre, la Spilf (Société de pathologie infectieuse de langue française), qui rassemble la plupart des autres spécialistes de l'Hexagone : « Il n'existe aucune preuve de la persistance de la bactérie dans l'organisme après une première thérapie par antibiotique, et les études montrent que les cures d'antibiothérapie répétées n'apportent aucun bénéfice », réplique le Pr Pierre Tattevin, son président.

Entre les deux camps, le dialogue paraît impossible. Et la situation est devenue ubuesque ces derniers mois, après que la Haute Autorité de santé

(HAS) – censée jouer les arbitres – a vu ses recommandations pour la prise en charge des patients désavouées par la Spilf. La HAS préconise un examen attentif des patients, pour éviter de passer à côté d'affections graves, comme cela a pu arriver par le passé. Puis, en dehors de tout autre diagnostic, elle suggère de proposer une nouvelle antibiothérapie de trois semaines. Une position proche de celle adoptée au Royaume-Uni, par exemple, qu'assume totalement sa présidente, Dominique Le Guludec : « Il existe aujourd'hui des abus, voire du charlatanisme de la part de certains praticiens, qui proposent des traitements antibiotiques au long cours en dehors de toute validation scientifique. C'est pourquoi nous avons jugé urgent de diffuser notre

**« Cette pathologie est complexe, et nous ne comprenons peut-être pas encore tout »**

texte, malgré le désaccord de dernière minute de la Spilf. » Depuis, cette dernière a publié ses propres propositions concurrentes – du jamais-vu –, ce qui ajoute encore à la confusion.

La réalité ? Comme l'ont rappelé des sénateurs après avoir auditionné l'ensemble des acteurs de cet épineux dossier, c'est que... l'on ne sait pas. « La difficulté [...] prend sa source dans le manque d'études à la méthodologie solide et validées par l'ensemble des experts », ont résumé les parlementaires. A la HAS, Dominique Le Guludec ne dit pas autre chose : « Face à des patients nombreux, en souffrance, nous ne pouvons pas nous contenter de nous dire qu'ils ont tous des problèmes psychiques. Cette maladie est complexe, et nous ne comprenons peut-être pas encore tout. »

De nouvelles réunions avec l'ensemble des protagonistes sont prévues à la HAS, cet été. Et, surtout, des centres experts ouvriront bientôt pour accueillir les malades. Avec pour objectif d'améliorer leur suivi, mais aussi de tenir un registre national avec leurs symptômes, leurs traitements, et leur évolution. Pour, enfin, mener les études scientifiques qui manquent aujourd'hui – et peut-être parvenir à clore le débat. **S. Bz**

**ATOME  
CLIMAT DE MÉFIANCE**

**H**aros sur le nucléaire. Rarement les Français se sont autant opposés à ce type d'énergie. En octobre dernier, selon l'institut Odoxa, 53 % d'entre eux y étaient défavorables, soit un bond de 21 points en cinq ans ! Un rejet qui a de quoi surprendre dans le pays aux 58 réacteurs nucléaires – soit le plus grand nombre par habitant au monde –, qui fournissent 71,6 % de notre électricité, à des coûts aujourd'hui peu élevés.

Pourquoi un tel désamour ? « Les accidents de Tchernobyl et de Fukushima continuent d'être le premier argument », loin devant la gestion complexe des déchets radioactifs, relève l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN). « Leur effet a été très clair dans l'opinion, confirme Alain Beltran, historien de l'énergie (CNRS/Sirice/Paris 1 et 4). En concrétisant le risque, ils ont alimenté une peur profonde, exacerbée par la complexité des centrales, ainsi qu'une remise en cause de l'expertise. »

Malgré cette défiance, les spécialistes internationaux estiment au contraire que le nucléaire a un nouveau rôle à jouer pour stabiliser le dérèglement climatique. « Sans de nouveaux investissements dans ce secteur, un système énergétique plus propre sera beaucoup plus difficile à atteindre », déclare même l'Agence internationale de l'énergie dans un rapport publié en mai. Autrement dit : pour mener la transition mondiale vers les renouvelables, le nucléaire apparaît comme un soutien précieux. Les climatologues du Groupe d'experts intergouvernementaux sur l'évolution du climat (Giec) l'ont évalué dans leur dernier rapport, afin de contenir le réchauffement de la planète à + 1,5 °C à la fin du siècle. Sur environ 90 scénarios étudiés, ils voient la production des énergies fossiles chuter, remplacée par celle des renouvelables

(+ 508 % d'ici à 2050) tandis que la part du nucléaire devrait augmenter aussi aux alentours de 121 %.

Cet essor s'explique par un simple fait scientifique : même en comptant sa construction et l'extraction de son minerai, une centrale nucléaire dégage extrêmement peu de gaz à effet de serre pour l'électricité qu'elle produit. Malgré cette évidence, 69 % des Français interrogés par l'institut BVA pensent le contraire (sondage du 26 juin) et accusent « un peu » ou

**« Une exacerbation de l'anxiété qui fait dérailler la rationalité »**

« beaucoup » l'atome dans l'actuelle crise environnementale. « Il y a une exacerbation de l'anxiété autour du climat qui fait dérailler la rationalité, avance le sociologue et économiste Thierry Ribault (CNRS/Clersé/Lille 1). Et cela reflète également le rejet de cette énergie, quitte à employer de mauvais arguments. »

La lutte contre le dérèglement climatique va-t-elle réconcilier les populations avec cette technologie ? Rien n'est moins sûr : les experts du Giec, bien conscients du problème, notent ainsi que la hausse de la part du nucléaire restera « variable selon son acceptabilité sociale ». Même la France entend désormais abaisser sa proportion à 50 % dans son « mix électrique » atypique. Preuve de la difficulté de faire sans, cette échéance politique, initialement fixée à 2025, a été jugée « irréaliste » et repoussée... **C. J.**



BREAKING THE WALLS/ISTOCK



## LES ONDES ÉLECTROMAGNÉTIQUES UNE DISCORDE SANS FIN

« La 5G détruit les arbres. Balance ton smartphone ! » Voilà ce que l'on pouvait lire en juin sur le compte Facebook d'un écologiste militant. Adeptes des images chocs, l'individu avait accompagné son message d'un visuel bidon, montrant un sapin à moitié décrépit sur lequel était fixée une antenne de télécommunication. A défaut d'informer, ce contenu mensonger partagé plusieurs milliers de fois sur les réseaux sociaux aura à nouveau alimenté les peurs d'une partie de la population et exacerbé les tensions.

« Aujourd'hui, beaucoup de gens voient le déploiement de la 5G d'un mauvais œil. La faute notamment aux activistes dont la voix porte loin, alors qu'ils sont relativement peu nombreux », regrette Eric van Rongen,

président de la Commission internationale de protection contre les rayonnements non ionisants (ICNIRP). Ces derniers considèrent les champs électromagnétiques produits par les antennes, les smartphones ou les compteurs intelligents de type Linky comme dangereux. Les normes d'exposition sont pourtant là pour éviter les risques. Celles sur la téléphonie, par exemple, fixent les émissions à un niveau 50 fois plus faible que le

**Il est facile de jouer sur la peur en agitant de fausses images ou des études imparfaites**



SUPERMARIANO/ISTOCK

seuil à partir duquel des effets négatifs sur la santé pourraient éventuellement se manifester. De même, les tests se multiplient pour conclure que le rayonnement d'un compteur Linky reste inférieur à celui d'un appareil électroménager. « Enfin, les normes évoluent pour tenir compte des nouvelles études scientifiques », ajoute Julien Modolo, chercheur à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm). Pas de quoi rassurer les sceptiques pour autant. « La 5G est un sujet très technique. Démontrer qu'elle ne représente absolument aucun risque avant son déploiement est impossible », reconnaît Eric van Rongen. Il est plus facile de jouer sur la peur en agitant de fausses images ou des bouts d'études imparfaites. « D'autant qu'il existe beaucoup d'études de qualité discutable », confie Julien Modolo. Certaines notent des effets négatifs sur la santé, mais leur méthodologie ou leurs résultats manquent de détails. D'autres travaux souffrent d'un problème de reproductibilité. « Pour l'heure, le seul effet avéré des ondes du type de celles émises par les téléphones mobiles est la production de chaleur », ajoute le chercheur. Même les articles scientifiques sur le cancer du cerveau comportent des défauts. « Ils utilisent souvent des questionnaires imprécis. Plus important encore, la hausse du nombre de cas de cancers que certains suggèrent n'apparaît pas dans les données de santé nationales », confie Isabelle Deltour, chercheuse au Centre international de recherche sur le cancer (Iarc). Ces études imparfaites se retrouvent pourtant en première ligne dans les débats. Pour disposer de données fiables, l'Iarc a donc lancé – dans six pays européens, dont la France – un programme de recherche basé sur le suivi de populations sur une longue période. Problème : il faudra probablement attendre des années avant de tirer des conclusions sur les pathologies les plus complexes. D'ici là, le débat sur la 5G restera sans doute pollué par de mauvaises ondes. **S. J.**